

**No. 35481**

---

**France  
and  
Hong Kong**

**Agreement between the Government of the Republic of France and the Government of Hong Kong for the reciprocal promotion and protection of investments. Paris, 30 November 1995**

**Entry into force:** *30 May 1997 by notification, in accordance with article 13*

**Authentic texts:** *French, Chinese and English*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 25 February 1999*

---

**France  
et  
Hong-Kong**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Paris, 30 novembre 1995**

**Entrée en vigueur :** *30 mai 1997 par notification, conformément à l'article 13*

**Textes authentiques :** *français, chinois et anglais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 25 février 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE HONG KONG SUR L'ENCOURAGEMENT  
ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong, dûment habilités à conclure le présent accord par le gouvernement souverain ayant la responsabilité de ses affaires étrangères, ci-après dénommés "les Parties contractantes"

Désireux de renforcer la coopération économique entre les Parties contractantes et de créer des conditions favorables à un accroissement des investissements effectués par des investisseurs d'une Partie contractante dans la zone de l'autre Partie contractante;

Persuadés que l'encouragement et la protection réciproques de ces investissements contribueront à stimuler les initiatives des entreprises, à favoriser les transferts de capitaux et la prospérité dans l'intérêt de leur développement économique;

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1er. Définitions*

Pour l'application du présent Accord :

(1) Le terme "zone" désigne :

(a) S'agissant de la France, le territoire de la République française;

(b) S'agissant de Hong Kong, l'Ile de Hong Kong, Kowloon et les Nouveaux Territoires;

(2) Le terme "investissement" désigne les avoirs de toute nature détenus ou investis, directement ou indirectement, et plus particulièrement mais non exclusivement :

(a) Les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits et cautionnements;

(b) Les parts, actions, obligations et autres formes de participations dans une société, y compris les primes d'émission et les participations minoritaires;

(c) Les créances et droits à toutes prestations en vertu d'un contrat, ayant valeur économique;

(d) Les droits de propriété intellectuelle, et plus particulièrement les droits d'auteur, y compris les maquettes et les droits de propriété industrielle tels que les brevets d'invention, marques déposées, dessins industriels (y compris les modèles industriels), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle;

(e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation des richesses naturelles;

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement;

(3) Le terme "investisseur" désigne :

(a) S'agissant de la République française :

(i) Toute personne physique possédant la nationalité française;

(ii) Toute personne morale constituée sur le territoire français conformément à la législation de ce pays et y possédant son siège social ou toute personne morale contrôlée directement ou indirectement par des ressortissants français ou des personnes morales ayant leur siège social sur le territoire français et constituée conformément à la législation française (ci-après dénommées les "entreprises");

(b) S'agissant de Hong Kong :

(i) Toute personne physique autorisée à résider dans cette zone;

(ii) Les sociétés de capitaux, sociétés de personnes et associations dotées de la personnalité morale ou constituées conformément à la législation en vigueur dans la zone et y possédant leur siège social ou les sociétés de capitaux, sociétés de personnes et associations contrôlées directement ou indirectement par des personnes physiques autorisées à résider dans cette zone ou par des personnes morales y possédant leur siège social et constituées conformément à la législation en vigueur dans cette zone (ci-après dénommées les "entreprises");

(4) Le terme "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement et plus particulièrement mais non exclusivement les bénéfices, intérêts, plus-values, dividendes, redevances et commissions. Les revenus provenant des réinvestissements bénéficient de la même protection que les revenus;

(5) L'expression "librement convertible" signifie exempt de tout contrôle des changes et transférable à l'étranger dans une monnaie quelconque.

#### *Article 2. Encouragement et protection de l'investissement et des revenus*

(1) Chaque Partie contractante admet et encourage, conformément à sa législation et aux dispositions du présent Accord, les investissements réalisés dans sa zone par les investisseurs de l'autre Partie contractante et met en place des conditions favorables permettant aux investisseurs de l'autre Partie contractante d'effectuer des investissements.

(2) Les investissements et revenus des investisseurs de chaque Partie contractante doivent à tout moment bénéficier d'un traitement juste et équitable et jouir d'une protection et d'une sécurité pleines et entières dans la zone de l'autre Partie contractante. Aucune des Parties contractantes ne doit, en droit ou en fait, faire obstacle à ce traitement ni entraver, en particulier par des mesures injustifiées ou discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés dans sa zone par les investisseurs de l'autre Partie contractante.

#### *Article 3. Engagements particuliers*

Sans préjudice des dispositions du présent Accord, chaque Partie contractante respecte les engagements particuliers qu'elle a pu contracter à l'égard des investissements réalisés

par des investisseurs de l'autre Partie contractante, y compris les dispositions plus favorables que celles du présent Accord.

*Article 4. Traitement des investissements et des revenus*

(1) Chacune des Parties contractantes applique dans sa zone aux investissements et revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et revenus des investisseurs de tout autre État, si ce dernier traitement est plus avantageux pour l'investisseur concerné.

(2) Chacune des Parties contractantes applique dans sa zone aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne les activités liées à leurs investissements, notamment la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation de ces investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre État, si ce dernier traitement est plus avantageux pour l'investisseur concerné. À ce titre, le personnel autorisé à travailler dans la zone de l'une des Parties contractantes dans le cadre d'un investissement bénéficie, conformément à la législation de ladite Partie contractante, des facilités matérielles nécessaires à l'exercice de ses activités professionnelles.

(3) Le traitement prévu par le présent Article ne s'étend pas aux privilèges accordés par l'une des Parties contractantes aux investissements réalisés dans sa zone par des investisseurs de tout autre État en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

(4) Les dispositions du présent Article ne doivent pas être interprétées comme obligeant l'une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tous traitement, préférence ou privilège résultant d'un accord ou d'un arrangement international ayant trait principalement ou uniquement à la fiscalité ou de toute législation nationale ayant trait principalement ou uniquement à la fiscalité.

*Article 5. Expropriation*

(1) Les investisseurs de l'une des Parties contractantes ne peuvent être déposés de leurs investissements ni faire l'objet de mesures ayant, directement ou indirectement, un effet équivalent dans la zone de l'autre Partie contractante sauf, dans des conditions légales et sur une base non discriminatoire, pour cause d'utilité publique liée aux nécessités internes de ladite Partie contractante, et moyennant une indemnisation appropriée au sens du présent Article. Une telle dépossession ne doit pas être contraire à un engagement particulier. Le montant de l'indemnité représente la valeur réelle des investissements en cause immédiatement avant dépossession ou avant que la menace de dépossession ne soit de notoriété publique, si la date en est antérieure. L'indemnité porte intérêt à un taux commercial normal jusqu'à la date de versement. Elle est versée sans retard, effectivement réalisable et librement convertible. L'investisseur lésé a le droit, conformément à la législation de la Partie contractante qui l'a déposé, de soumettre immédiatement son cas à une autorité judiciaire ou à toute autre autorité indépendante de ladite Partie contractante et de deman-

der une évaluation de son investissement conformément aux principes énoncés au présent paragraphe.

(2) Sous réserve de l'application générale du paragraphe (1) du présent Article, lorsque l'une des Parties contractantes exproprie les avoirs d'une société constituée conformément à la législation en vigueur dans une partie quelconque de sa zone et dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie contractante possèdent des parts, elle doit s'assurer que les dispositions prévues au paragraphe (1) du présent Article sont appliquées de façon à garantir dans toute la mesure nécessaire aux investisseurs de l'autre Partie contractante qui détiennent ces parts l'indemnisation visée au paragraphe (1) au titre de leur investissement.

#### *Article 6. Indemnisation des pertes*

(1) Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements dans la zone de l'autre Partie contractante subissent des pertes par suite d'une guerre ou autre conflit armé, d'une révolution, de l'instauration de l'état d'urgence, d'une révolte, d'une insurrection ou d'une émeute dans la zone de cette dernière Partie contractante se verront accorder par celle-ci en matière de restitution, de dédommagement, d'indemnisation ou de règlement de toute autre nature, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre État, si ce dernier traitement est plus avantageux pour l'investisseur concerné. Les sommes versées à ce titre sont librement convertibles.

(2) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (1) du présent article, les investisseurs de l'une des Parties contractantes qui dans l'une quelconque des situations visées audit paragraphe subissent dans la zone de l'autre Partie contractante des pertes résultant de :

(a) La réquisition de leurs biens par ses autorités ou forces armées, ou

(b) La destruction de leurs biens par ses autorités ou forces armées lorsqu'elle n'a pas été causée par une action militaire ou n'était pas justifiée par les nécessités de la situation, se voient accorder sans délai le bénéfice de la restitution ou d'une indemnisation appropriée. Les sommes versées à ce titre sont librement convertibles.

(3) Aux fins du paragraphe (2) du présent article le terme de "forces armées" désigne en ce qui concerne Hong Kong les forces armées du gouvernement souverain ayant la responsabilité de ses affaires étrangères.

#### *Article 7. Transfert des investissements et des revenus*

(1) Chacune des Parties contractantes garantit en matière d'investissements aux investisseurs de l'autre Partie contractante le droit de transférer sans restriction à l'étranger leurs investissements tels que définis à l'article 1(2) et leurs revenus tels que définis à l'article 1(4) (notamment les bénéfices, intérêts, plus values, dividendes, redevances et commissions). Les investisseurs bénéficient également du droit de transférer sans restriction à l'étranger :

(a) Les remboursements des emprunts régulièrement contractés;

(b) Le produit de la liquidation totale ou partielle d'un investissement, y compris les plus-values réalisées sur le capital investi;

(c) Une indemnisation accordée au titre d'une dépossession ou perte conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du présent Accord;

(2) Le personnel étranger dont l'emploi est lié aux investissements a le droit de transférer à l'étranger ses revenus et autres rémunérations.

(3) Les transferts de devises s'effectuent sans délai dans toute monnaie convertible. Les transferts sont effectués au taux de change en vigueur à la date du transfert.

#### *Article 8. Garantie*

Chacune des Parties contractantes peut garantir, sur la base d'un examen au cas par cas et dans le cadre de sa législation, les investissements réalisés par ses investisseurs dans la zone de l'autre Partie contractante, à condition que l'accord de cette dernière ait été préalablement obtenu si nécessaire.

#### *Article 9. Règlement des différends en matière d'investissement*

Tout différend entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante portant sur un investissement effectué par ledit investisseur dans la zone de l'autre Partie contractante qui n'aura pas été réglé à l'amiable fera l'objet, à l'issue d'une période de six mois à compter de la notification écrite de la réclamation, des procédures de règlement dont seront convenues les parties au différend. Si l'accord n'a pu se faire sur l'une de ces procédures au cours de ladite période de six mois, les parties au différend seront tenues de soumettre celui-ci à arbitrage conformément aux Règles d'Arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International dans leur version alors en vigueur. Les parties pourront convenir par écrit de modifier lesdites Règles. La sentence arbitrale sera définitive et exécutoire conformément aux dispositions applicables de la législation nationale.

#### *Article 10. Subrogation*

(1) Si l'une des Parties contractantes ou son mandataire désigné effectue, à la suite d'une garantie accordée au titre d'un investissement réalisé dans la zone de l'autre Partie contractante, un paiement au profit de ses propres investisseurs, la première Partie mentionnée ou son mandataire désigné jouissent d'un droit de subrogation intégral en ce qui concerne les droits et actions desdits investisseurs.

(2) Une Partie contractante qui est partie à un différend en matière d'investissement aux termes de l'article 9 du présent Accord ne peut invoquer, à un stade quelconque de la procédure ou de l'application d'une sentence, le fait que l'investisseur concerné ait été indemnisé pour tout ou partie de sa perte.

*Article 11. Différends entre les Parties contractantes*

(1) Si un différend survient entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, les Parties contractantes s'efforcent en premier lieu de le régler par la négociation.

(2) Si les Parties contractantes ne parviennent pas à régler le différend par la négociation dans un délai de trois mois, elles peuvent le soumettre à toute personne ou instance dont elles conviennent ou, à la demande de l'une d'elles, le soumettront à la décision d'un tribunal d'arbitrage composé de trois arbitres et constitué de la manière suivante :

(a) Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désigne un arbitre. Une personne physique ne possédant ni la nationalité française ni la nationalité de l'État ayant la responsabilité des affaires étrangères de Hong Kong, et qui n'est pas autorisée à résider dans la zone de Hong Kong, fait office de Président du tribunal. Il est désigné comme tiers arbitre par accord entre les deux arbitres, dans un délai de soixante jours à compter de la désignation du deuxième arbitre;

(b) Si une désignation n'a pas été effectuée dans les délais susmentionnés, l'une des Parties contractantes peut demander au Président de la Chambre de Commerce internationale, à titre personnel et individuel, de procéder à la désignation nécessaire dans un délai de trente jours. Si le Président est ressortissant d'un État qui n'est pas considéré par l'une ou l'autre des Parties contractantes comme neutre au regard du différend, le membre le plus ancien jugé neutre procède à la désignation.

(3) Sauf dans les cas prévus ci-après dans le présent Article, le tribunal fixe les limites de sa compétence et établit ses propres règles de procédure.

(4) La décision du tribunal est définitive et exécutoire à l'égard des Parties contractantes.

(5) Chaque Partie contractante prend en charge les frais relatifs à l'arbitre qu'elle a désigné. Tous les autres frais du tribunal sont répartis également entre les Parties contractantes.

*Article 12. Application*

Les dispositions du présent Accord sont applicables à tous les investissements, qu'ils soient effectués avant ou après son entrée en vigueur.

*Article 13. Entrée en vigueur*

Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après la date à laquelle les Parties se seront notifiées par écrit l'accomplissement de leurs procédures respectives pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

*Article 14. Durée et dénonciation*

(1) Le présent Accord demeurera en vigueur pendant une période de vingt ans. À moins que l'une des Parties contractantes ait notifié sa dénonciation au moins douze mois

avant la date d'expiration de sa validité, le présent Accord sera prorogé par périodes de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer moyennant un préavis d'au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

(2) Dans le cas où il serait mis fin à la période de validité du présent Accord, les investissements effectués alors que celui-ci était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait en double exemplaire à Paris le 30 novembre 1995 en langues chinoise, française et anglaise, tous les textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

M. JEAN ARTHUIS

Pour le Gouvernement de Hong Kong :

MME. ANSON CHAN



[ CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS ]

法蘭西共和國政府和香港政府  
關於相互促進和保護投資協定

法蘭西共和國政府和香港政府，經負責其外交事務的主權政府正式授權簽訂本協定，（以下簡稱「締約雙方」）；

願為加強締約雙方的經濟合作和為締約一方的投資者在締約的另一方地區內更多投資創造有利條件；

認識到鼓勵和相互保護此種投資將有助於激勵個人經營的積極性和資金的轉移，及有利於促進兩個地區的經濟發展，從而增進兩地的繁榮；

達成協議如下：

第一條 定義

本協定內：

一. 「地區」：

- 甲 在法國方面，係指法蘭西共和國的領土；
- 乙 在香港方面，包括香港島、九龍和新界；

二. 「投資」係指所有直接或間接持有或投資的資產，特別是，但不限於：

- 甲 動產、不動產和任何其他財產權利，如抵押權、留置權、使用收益權或質權；
- 乙 公司的股份、股票和債券，以及在公司的任何其他形式參與，包括股份和少數股的溢價在內；
- 丙 對金錢的請求權或遞延合同具有財政價值行為的請求權；
- 丁 知識產權、特別是版權，包括實物大模型和工業產權，如專利權、商標、工業設計（包括工業模型）、技術程序、商號和商譽；
- 戊 由法律或合同賦予的經營特許權，包括勘探、培植、提煉或開發自然資源的特許權；

所投資產形式的變化，不影響其作為投資的性質；

三. 「投資者」：

(A) 在法蘭西共和國方面，係指 —

- (i) 持有法國國籍的自然人；
- (ii) 在法國領土內依照法國法律組建，並在法國領土內設立總辦事處的任何法人；或由法國國民直接或間接控制的任何法人或由在法國領土內設立總辦事處的法人所直接或間接控制，並依照法國法律組建的任何法人，（以下簡稱「公司」）；

(B) 在香港方面，係指 —

- (i) 在其地區內具有居留權的自然人；
- (ii) 在其地區內依照有效法律設立或組建，並在其地區內設立總辦事處的股份有限公司、合夥公司和社團；或由具有該地區的居留權的自然人直接或間接控制的有限公司、合夥公司和社團；或由在其地區內設立總辦事處，並依照該地區有效法律設立或組建的法人所直接或間接控制的股份有限公司、合夥公司和社團，（以下簡稱「公司」）；

四. 「收益」係指由投資所產生的全部款項，特別是，但不限於：利潤、利息、資本利得、股息、特許權使用費及贖金。再投資的收益受到相同於收益的保護；

五. 「自由兌換」係指免受所有外匯管制，並可以任何貨幣轉移至境外。

第二條 促進及保護投資和收益

一. 締約各方應根據其法律和本協定的條文規定，接受和鼓勵締約另一方的投資者在其地區內投資，並為締約另一方的投資者創造良好的投資條件。

二. 締約各方的投資者在締約另一方地區內的投資和收益，應始終受到公正和公平的待遇，並充分的保護和保障。締約任何一方不得在法律上或事實上妨礙這種待遇，尤其不得以不合理的或歧視性的措施損害締約另一方的投資者在其地區內對投資的管理、維持、使用、享有或處置。

### 第三條 特別義務

在不損害本協定條文的情況下，締約各方應遵守其就締約另一方投資者的投資已同意的義務，包括較本協定的條文規定更有利的條文規定。

### 第四條 投資和收益的待遇

一、 締約各方在其地區內，給予締約另一方投資者的投資及收益的待遇，應不低於其給予本地投資者或任何其他國家投資者的投資及收益的待遇，二者中以對有關投資者較有利者為準。

二、 締約各方在其地區內，給予締約一方投資者與其投資有關的各項活動，尤其是管理、維持、使用、享有或處置他們的投資方面的待遇，應不低於其給予本地投資者或任何其他國家投資者的待遇，二者中以對有關投資者較有利者為準。在這方面，因一項投資而獲准在締約一方地區工作的人員應可根據該締約方的法律享有與從事其專業活動有關的重要便利。

三、 本條所給予的待遇不應包括締約一方基於其參與某一自由貿易地區、關稅聯盟、共同市場或任何其他形式的地區經濟組織，或基於其與某一自由貿易地區、關稅聯盟、共同市場或任何其他形式的地區經濟組織有聯繫而給予任何其他國家投資者在其他地區內投資的各種特權。

四、 本條款的規定，不應解釋為規定締約一方給予締約另一方投資者因全部或主要與課稅有關的國際協議或安排，或因本地法例而產生的任何待遇、優惠或特權的利益。

### 第五條 徵收

一、 除非合法地和在非歧視性的基礎上為了與國內需要相關的公共目的，並根據本條的規定給予適當補償，締約任何一方投資者在締約另一方地區內的投資不可被剝奪，或遭受效果與直接或間接剝奪相同的措施的對待。此種剝奪不應違反具體義務。補償應等於投資即將被剝奪前，或剝奪消息即將為公眾知悉前（以較早者為準）的真正價值，並應包括按正常商業利率計算直至付款之日的利息。支付不應遲延，並可有效地兌現和自由兌換。受影響的投資者應有權根據採取剝奪的締約一方的法律，要求該一方的司法或其他獨立機構根據本款規定的原則迅速審核其案件及其投資的價值。

二. 在不損害本條第一款一般適用的情況下，締約一方對在其地區內任何地方依照有效法律設立或組建的並由締約另一方投資者持有股份的公司的資產進行徵收時，應保證適用本條第一款的規定，從而保證擁有此種股份的締約另一方投資者就其投資得到第一款所指的補償。

#### 第六條 損失補償

一. 締約一方的投資者在締約另一方地區內的投資，因在締約另一方地區內發生戰爭或其他武裝衝突、革命、全國緊急狀態、叛亂、暴動或騷亂而遭受損失，締約另一方應給予該投資者有關恢復、賠償、補償或其他解決辦法的待遇。待遇不應低於其給予本地投資者或任何其他國家投資者的待遇，兩者中以對有關投資者較有利者為準。由此產生的支付款應能自由兌換。

二. 在不損害本條第一款的情況下，締約一方的投資者在締約另一方地區內，在上款所述情況下，由於：

- 甲 締約另一方當局或軍隊徵用了他們的財產，或
- 乙 締約另一方當局或軍隊非因戰鬥行動或情勢必需而毀壞了他們的財產

而遭受損失，應予以恢復或合理的補償，不得延誤。由此產生的支付款應能自由兌換。

三. 就本條第二款而言，「軍隊」一詞在香港方面，係指負責其外交事務的主權政府的武裝軍隊。

#### 第七條 投資和收益的轉移

一. 締約各方須就投資保證締約另一方的投資者有不受限制的權力將其根據第一條第二款界定的投資和根據第一條第四款界定的收益（包括利潤、利息、資本利得、股息、特許權使用費和獎金）轉移至境外。投資者並須有不受限制的權利將下列各項轉移至境外：

甲 正式合約規定的貸款的償還款額；

(2) 把一項投資局部或全部變換現金的收益，包括從投資賺取的資本利得；

丙 本協定第五和第六條所規定有關剝奪或損失的補償。

二. 因各項投資而從境外聘用的人員有權將賺取的收入和其他酬勞轉移至境外。

三. 貨幣的轉移應以任何可兌換的貨幣不遲延地實施。轉移應按轉移之日適用的匯率進行。

#### 第八條 保證

締約各方對投資逐案審議後，遵照其法律的規定，可保證其投資者在締約另一方地區內的投資，但如屬必要，則須事先徵得締約另一方的同意。

#### 第九條 解決投資爭端

締約一方的投資者與締約另一方之間有關前者在後者地區內投資的爭端如未能友好解決，應在提交要求解決爭端的通知書之六個月後，按照爭端雙方同意的程序解決。如雙方在該六個月期間內未有就解決程序達成協議，爭端雙方必須依照當時有效的聯合國國際貿易法委員會仲裁規則將爭端提交仲裁。締約雙方可以書面同意修訂上述仲裁規則。仲裁裁決應根據有關的本地法律為最終裁決，並具有約束力。

#### 第十條 代位

一. 如締約一方或其指定的代理機構，基於其對在締約另一方地區內某項投資的保證付款予本國的投資者，則前述締約方或其指定代理機構就上述投資者的權利和行為，有全面代位權。

二. 根據本協定第九條屬於投資爭端一方的締約方, 不能在訴訟或銀行裁決的任何階段提出謂有關投資者的所有或部分損失已獲賠償, 作為一項反對理由。

#### 第十一條 締約雙方之間的爭端

一. 如果締約雙方對本協定的解釋或適用發生爭端, 應首先嘗試以談判方式解決。

二. 如果締約雙方未能在三個月內以談判方式解決爭端, 可將爭端提交雙方同意的人或機構, 或應依締約任何一方的要求提交由三名仲裁人組成的仲裁法庭裁決。該仲裁庭應按下述方式設立:

甲 自收到仲裁要求後三十日內, 締約雙方應各指派一名仲裁人。仲裁庭主席由沒有法國國籍或負責香港外交事務的國家的國籍, 也沒有香港居留權的自然人擔任。自第二名仲裁人獲指派後六十日內, 兩名仲裁人應協議指派上述仲裁庭主席為第三名仲裁人。

乙 如在上文規定的期限內未作出任何指派, 締約任何一方可以請求國際商會會長以私人及個人身分在三十日內作出必要的指派。如會長是締約雙方認為在爭端中並非中立國家的國民, 則指派可由最資深而又是中立國家國民的會員作出。

三. 除本條下文另有規定外, 仲裁庭應規定其裁判權限和自行制訂其程序規則。

四. 仲裁庭的裁決屬於最終裁決, 而且對締約雙方均有約束力。

五. 締約各方應承擔其指派的仲裁員的費用。仲裁庭的所有其他費用由締約雙方平均分擔。

#### 第十二條 適用

本協定的條款適用於本協定生效日期之前或之後作出的所有投資。

第十三條 生效

本協定將於締約雙方以書面通知對方已履行為使本協定生效的規定之日後三十日開始生效。

第十四條 期限和終止

一、 本協定在二十年內保持有效。除非締約任何一方在本協定有效期屆滿之日最少十二個月之前給予終止協定通知，否則本協定會予以延長，每次十年，而締約任何一方保留權利在本協定當前的有效期屆滿之日最少十二個月之前發出通知，終止本協定。

二、 倘若本協定的有效期被終止，在協定有效時所作出的投資會繼續受本協定條款保障二十年。

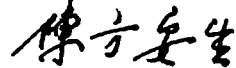
本協定於一九九五年十一月三十日在巴黎簽訂。一式兩份，用中文、英文和法文寫成，所有文本具有同等效力。

法蘭西共和國政府  
代 表



香港政府

代 表



[ ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS ]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
FRANCE AND THE GOVERNMENT OF HONG KONG FOR THE  
RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Republic of France and the Government of Hong Kong, having been duly authorized to conclude this agreement by the sovereign government which is responsible for its foreign affairs, hereinafter referred to as "the Contracting Parties"

Desiring to strengthen economic cooperation between both Contracting Parties and to create favourable conditions for greater investment by investors of one Contracting Party in the area of the other;

Recognising that the encouragement and reciprocal protection of such investments will be conducive to the stimulation of individual business initiative and transfers of capital and will increase prosperity in the interest of their economic development;

Have agreed as follows:

*Article 1. Definitions*

For the purpose of this Agreement:

(1) "Area":

(a) In respect of France means the territory of the French Republic;

(b) In respect of Hong Kong includes Hong Kong Island, Kowloon and the New Territories;

(2) "Investment" means every kind of asset held or invested directly or indirectly and in particular, though not exclusively, includes:

(a) Movable and immovable property and any other property rights such as mortgages, liens, usufructs or pledges;

(b) Shares in and stock and debentures of a company and any other form of participation in a company, including premium on shares and minority holding;

(c) Claims to money or to any performance under contract having a financial value;

(d) Intellectual property rights, in particular copyrights, including mockups, and industrial property rights such as patents, trademarks, industrial designs (including industrial models), technical processes, trade-names and goodwill;

(e) Business concessions conferred by law or under contract, including concessions to search for, cultivate, extract or exploit natural resources;

A change in the form in which assets are invested shall not affect their character as investments;

(3) "Investors" means:

(a) In respect of the Republic of France:

(i) Physical persons possessing French nationality;



(ii) Any legal person constituted on French territory in accordance with French legislation and having its head office on French territory, or any legal person controlled directly or indirectly by French nationals or by legal persons having their head office on French territory and constituted in accordance with French legislation (hereinafter referred to as "companies");

(b) In respect of Hong Kong:

(i) Physical persons who have the right of abode in its area;

(ii) Corporations, partnerships and associations, incorporated or constituted under the law in force in its area and having their head office in its area, or corporations, partnerships and associations controlled directly or indirectly by physical persons who have the right of abode in its area or by legal persons having their head office in its area and incorporated or constituted under the law in force in its area (hereinafter referred to as "companies");

(4) "Returns" means all the amounts yielded by an investment and in particular, though not exclusively, includes profit, interest, capital gains, dividends, royalties and fees. Re-investment returns shall enjoy the same protection as returns;

(5) "Freely convertible" means free of all currency exchange controls and transferable abroad in any currency.

#### *Article 2. Promotion and Protection of Investments and Returns*

(1) Each Contracting Party shall, in accordance with its laws and the provisions of this Agreement, admit and encourage investments in its area by investors of the other Contracting Party and shall create favourable conditions for investors of the other Contracting Party to make investments.

(2) Investments and returns of investors of each Contracting Party shall at all times be accorded fair and equitable treatment and shall enjoy full protection and security in the area of the other Contracting Party. Neither Contracting Party shall de jure or de facto hinder such treatment, nor, in particular, impair by unreasonable or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment or disposal of investments in its area of investors of the other Contracting Party.

#### *Article 3. Particular Obligations*

Without prejudice to the provisions of this Agreement, each Contracting Party shall observe any particular obligation it may have entered into with regard to investments of investors of the other Contracting Party, including provisions more favourable than those of this Agreement.

#### *Article 4. Treatment of Investments and Returns*

(1) Each Contracting Party shall in its area accord investments and returns of investors of the other Contracting Party treatment no less favourable than that which it accords to in-

vestments and returns of its own investors or to investors of any other State, whichever is more favourable to the investor concerned.

(2) Each Contracting Party shall in its area accord to investors of the other Contracting Party, as regards the activities relating to their investments, in particular the management, maintenance, use, enjoyment or disposal thereof, treatment no less favourable than that which it accords to its own investors or to investors of any other State, whichever is more favourable to the investor concerned. In this respect, personnel authorized to work in the area of one Contracting Party in connection with an investment shall enjoy, in accordance with the laws of that Contracting Party, the material facilities relevant to the exercise of their professional activities.

(3) The treatment provided for in this Article shall not include the privileges granted by one Contracting Party to investments made in its area by investors of any other State by virtue of its participation in or association with a free trade zone, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

(4) The provisions of this Article shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other the benefit of any treatment, preference or privilege resulting from any international agreement or arrangement relating wholly or mainly to taxation or any domestic legislation relating wholly or mainly to taxation.

#### *Article 5. Expropriation*

(1) Investors of either Contracting Party shall not be deprived of their investments nor subjected to measures having, directly or indirectly, an effect equivalent to such deprivation in the area of the other Contracting Party except lawfully and on a non discriminatory basis, for a public purpose related to the internal needs of that Party, and against appropriate compensation as provided for in this Article. Such deprivation shall not be contrary to a particular obligation. interest and provided that these measures are not discriminatory or contrary to a particular obligation. Compensation shall amount to the real value of the investment immediately before the deprivation or before the impending deprivation became public knowledge whichever is the earlier, shall include interest at a normal commercial rate until the date of payment, shall be made without delay, be effectively realizable and be freely convertible. The investor affected shall have a right, in accordance with the law of the Contracting Party making the deprivation, to prompt review by a judicial or other independent authority of that Party, of the investor's case and of the valuation of the investment in accordance with the principles set out in this paragraph.

(2) Without prejudice to the general application of paragraph (1) of this Article, where a Contracting Party expropriates the assets of a company which is incorporated or constituted under the law in force in any part of its area, and in which investors of the other Contracting Party own shares, it shall ensure that the provisions of paragraph (1) of this Article are applied to the extent necessary to guarantee compensation referred to in paragraph (1) in respect of their investment to such investors of the other Contracting Party who are the owners of those shares.

*Article 6. Compensation for Losses*

(1) Investors of one Contracting Party whose investments in the area of the other Contracting Party suffer losses owing to war or other armed conflict, revolution, a state of national emergency, revolt, insurrection or riot in the area of the latter Contracting Party shall be accorded by the latter Contracting Party treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, no less favourable than that which the latter Contracting Party accords to its own investors or investors of any other State, whichever is more favourable to the investor concerned. Resulting payments shall be freely convertible.

(2) Without prejudice to paragraph (1) of this Article, investors of one Contracting Party who in any of the situations referred to in that paragraph suffer losses in the area of the other Contracting Party resulting from:

- (a) Requisitioning of their property by its authorities or forces, or
  - (b) Destruction of their property by its authorities or forces which was not caused in combat action or was not required by the necessity of the situation,
- shall be accorded, without delay, restitution or reasonable compensation. Resulting payments shall be freely convertible.

(3) For the purposes of paragraph (2) of this Article the term "forces" means in respect of Hong Kong the armed forces of the sovereign government which is responsible for its foreign affairs.

*Article 7. Transfer of Investments and Returns*

(1) Each Contracting Party shall in respect of investments guarantee to investors of the other Contracting Party the unrestricted right to transfer abroad their investments as defined in Article 1 (2) and their returns as defined in Article 1 (4) (including profit, interest, capital gains, dividends, royalties and fees). Investors shall also have the unrestricted right to transfer abroad:

- (a) Repayments of loans duly contracted;
- (b) Proceeds of partial or total liquidation of an investment, including capital gains on the capital invested;
- (c) Compensation for deprivation or loss provided for in Articles 5 and 6 of this Agreement;

(2) Personnel employed from abroad in connection with investments shall be entitled to transfer abroad earnings and other remuneration.

(3) Transfers of currency shall be effected without delay in any convertible currency. Transfers shall be made at the rate of exchange applicable on the date of transfer.

*Article 8. Guarantee*

Each Contracting Party may guarantee, following a case by case examination and subject to as legislation, investments made by its investors in the area of the other Contracting Party, provided that Party's agreement has been previously obtained if required.

*Article 9. Settlement of Investment Disputes*

A dispute between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party concerning an investment of the former in the area of the latter which has not been settled amicably, shall, after a period of six months from written notification of the claim, be submitted to such procedures for settlement as may be agreed between the parties to the dispute. If no such procedures have been agreed within that six months period, the parties to the dispute shall be bound to submit it to arbitration under the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law as then in force. The parties may agree in writing to modify those Rules. The arbitration award shall be final and binding in accordance with relevant domestic law.

*Article 10. Subrogation*

(1) If one Contracting Party or its designated agency, as a result of a guarantee given for an investment made in the area of the other Contracting Party, makes payment to its own investors, the first mentioned Party or its designated agency has full rights of subrogation with regard to the rights and actions of the said investors.

(2) A Contracting Party which is party to an investment dispute under Article 9 of this Agreement shall not raise as an objection at any stage of the proceedings or enforcement of an award the fact that the investor concerned has been indemnified in respect of all or part of his loss.

*Article 11. Dispute between the Contracting Parties*

(1) If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Contracting Parties shall in the first place try to settle it by negotiation.

(2) If the Contracting Parties fail to reach a settlement of the dispute by negotiation within three months, it may be referred by them to such person or body as they may agree on or, at the request of either Contracting Party, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal of three arbitrators which shall be constituted in the following manner:

(a) Within thirty days after receipt of a request for arbitration, each Contracting Party shall appoint one arbitrator. A physical person possessing neither French nationality nor the nationality of the State which is responsible for the foreign affairs of Hong Kong nor having the right of abode in Hong Kong area shall act as President of the tribunal. He shall be appointed as the third arbitrator by agreement between the two arbitrators, within sixty days of the appointment of the second;

(b) If within the time limits specified above any appointment has not been made, either Contracting Party may request the President of the International Chamber of Commerce, in a personal and individual capacity, to make the necessary appointments within thirty days. If the President is a national of a State which is not regarded by either Contracting Party as neutral in relation to the dispute, the most senior member who is so regarded shall make the appointment.

(3) Except as hereinafter provided in this Article, the tribunal shall determine the limits of its jurisdiction and establish its own rules of procedure.

(4) The decision of the tribunal shall be final and binding on the Contracting Parties.

(5) Each Contracting Party shall bear the costs of the arbitrator appointed by it. All other costs of the tribunal shall be shared equally by the Contracting Parties.

*Article 12. Application*

The provisions of this Agreement shall apply to all investments whether made before or after the date of entry into force of this Agreement.

*Article 13. Entry into force*

This Agreement shall enter into force thirty days after the date on which the Parties have notified each other in writing that their respective requirements for the entry into force of this Agreement have been complied with.

*Article 14. Duration and Termination*

(1) This Agreement shall remain in force for a period of twenty years. Unless notice of termination has been given by either Contracting Parties at least twelve months before the date of expiry of its validity, the Agreement shall be extended for periods of ten years, each Contracting Party reserving the right to terminate the Agreement upon notice of at least twelve months before the date of expiry of the current period of validity.

(2) In case of termination of the period of validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to enjoy the protection of its provisions for a further period of twenty years.

Done in duplicate at Paris this 30th day of November 1995 in the Chinese, French and English languages, all texts being equally authoritative.

For the Government of the Republic of France:

MR. JEAN ARTHUIS

For the Government of Hong Kong:

MRS. ANSON CHAN

